

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

N° ...2020/01-01

L'an deux mille vingt le mercredi 22 janvier à 19 h 40, le conseil municipal régulièrement convoqué le jeudi 16 janvier 2020, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU, Dref MENDACi, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAÏM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Maryvonne MOYA, Saïd YAHIA-CHERIF, Emmanuel MERCIER (*à partir de 19h45*), Karine SUISSA, Olivier DELEU, Axelle ASIK, Sylvain NICOLAS-NELSON, Patricia BLANCHARD, Sarra BEN ALI (*jusqu'à 22h22*), Julien-Jack RAGAZ (*à partir de 20h07*), Olivier SARRABEYROUSE, Anne DEO, Pascale LABBE, Gilles GARNIER (*jusqu'à 23h05*), Patrick LASCoux, Jean-Paul LEFEBVRE, Ibrahim DIARRA (*jusqu'à 21h25*), Dulcinée AVRIL, Corinne BORD.

Absents ayant donné mandat :

Élisabeth LEFEUVRE à Maryvonne MOYA
Emmanuel MERCIER à Jean THARY jusqu'à 19h45
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE
Julien-Jack RAGAZ à Laurence CORDEAU jusqu'à 20h07
Salima BOUANIKI à Patricia BLANCHARD
Christiane DEL POZO à Olivier SARRABEYROUSE
Francis FLOUZAT à Jean-Paul LEFEBVRE
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI
Ibrahim DIARRA à Dulcinée AVRIL à partir de 21h25
Sarra BEN ALI à Julien-Jack RAGAZ à partir de 22h22
Gilles GARNIER à Pascale LABBE à partir de 23h05

Absents sans donner de mandat :

Miloud GHERRAS

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

1- DIRECTION DES FINANCES

APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2020

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Rapport de présentation du budget primitif

2 0 2 0

**Présenté par M. Dref MENDACI,
Adjoint au Maire délégué aux Finances**

S O M M A I R E

INTRODUCTION

I - LES GRANDS EQUILIBRES DU BUDGET PRIMITIF 2020

a) Section de fonctionnement

b) Section d'investissement

c) Présentation par chapitre

II – VOLET FONCTIONNEMENT

1) Les dépenses de fonctionnement

2) Les recettes de fonctionnement

III – VOLET INVESTISSEMENT

1) Les recettes d'investissement

2) Les dépenses d'investissement

INTRODUCTION

Le débat d'orientations budgétaires s'est tenu le 12 décembre 2019. Le rapport présenté à cette occasion a permis de cadrer les évolutions prévisionnelles des grands agrégats du budget 2020,

Le rapport de présentation du budget primitif 2020 présente :

- * les grands équilibres et la présentation par chapitre,
- * la structure de notre section de fonctionnement,
- * le détail de notre section d'investissement.

Il est à préciser que les flux financiers (Fonds de Compensation des Charges Transférées : part "fiscalité et part "d'équilibre") adossés à l'E.P.T. "Est Ensemble" sont intégrés au budget primitif tout comme le transfert de la Médiathèque "Roger Gouhier" et de la ludothèque du Londeau.

I – LES GRANDS EQUILIBRES DU BUDGET PRIMITIF 2020

Conformément aux règles budgétaires, la présentation du budget primitif 2020 s'établira autour de la section de fonctionnement et de la section d'investissement,

a) Section de fonctionnement

	BP 2019	BP 2020
Dépenses réelles	68 470 681 €	68 503 827 €
Dépenses d'ordre	7 736 670 €	7 588 434 €
Dépenses totales	76 207 351 €	76 092 261 €

	BP 2019	BP 2020
Recettes réelles	76 207 351 €	76 092 261 €
Recettes d'ordre	0 €	0 €
Recettes totales	76 207 351 €	76 092 261 €

b) Section investissement

	BP 2019	BP 2020
Dépenses réelles	21 045 007 €	18 349 239 €
Dépenses d'ordre	84 895 €	0 €
Dépenses totales	21 129 902 €	18 349 239 €

	BP 2019	BP 2020
Recettes réelles	13 308 337 €	10 760 805 €
Recettes d'ordre	7 821 565 €	7 588 434 €
Recettes totales	21 129 902 €	18 349 239 €

L'agrégation du budget primitif s'établit comme suit :

	BP 2019	BP 2020
Dépenses d'investissement	21 129 902 €	18 349 239 €
Dépenses de fonctionnement	76 207 351 €	76 092 261 €
Dépenses cumulées	97 337 253 €	94 441 500 €

	BP 2019	BP 2020
Recettes d'investissement	21 129 902 €	18 349 239 €
Recettes de fonctionnement	76 207 351 €	76 092 261 €
Recettes cumulées	97 337 253 €	94 441 500 €

c) Présentation du budget primitif par chapitre

Section de fonctionnement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
011 – Charges à caractère général	14 529 586 €	013 – Atténuation de charges	400 000 €
012 - Dépenses de personnel	34 461 570 €	70 – Produit des services	3 924 667 €
014 – Atténuation de produit	0 €	73 – Impôts et taxes	48 732 753 €
65 - Autres charges de gestion courante	17 201 563 €	74 – Dotations et subventions	22 584 608 €
66 - Charges financières	2 196 533 €	75 – Autres produits de gestion courante	387 233 €
67 - Charges exceptionnelles	94 575 €	76 – Produits financiers	7 000 €
68 – Dotations provisions semi_budgétaires	20 000 €	77 – Produits exceptionnels	56 000 €
042 – Opérations d'ordre	1 600 000 €		
023 - Autofinancement	5 988 434 €		
TOTAL	76 092 261 €	TOTAL	76 092 261 €

Section d'investissement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
10 – Dotations et fonds divers	0 €	10 – Dotations et fonds divers	2 900 000 €
16– Emprunts et dettes assimilées	6 122 000 €	13–Subventions d'investissement	1 337 965 €
20– Immobilisations incorporelles	344 805 €	16 - Emprunt et dettes assimilées	6 402 840 €
204 – Subventions d'équipements	160 000 €	165 – Dépôts et cautionnement reçus	10 000 €
21 – Immobilisations corporelles	5 939 873 €	204 – Subventions d'équipements	0 €
23 – Immobilisations en cours	2 623 500 €	27 – Autres immobilisations financières	10 000 €
Autorisations de programmes	2 441 200 €	024 – Produits des cessions d'immobilisation	0 €
27 – Autres immobilisations financières	617 861 €	45 – Opérations pour compte de tiers	100 000 €
45 – Opérations pour compte de tiers	100 000 €	021 – Autofinancement	5 988 434 €
		040 – Opérations d'ordre	1 600 000 €
TOTAL	18 349 239 €	TOTAL	18 349 239 €

II - VOLET FONCTIONNEMENT

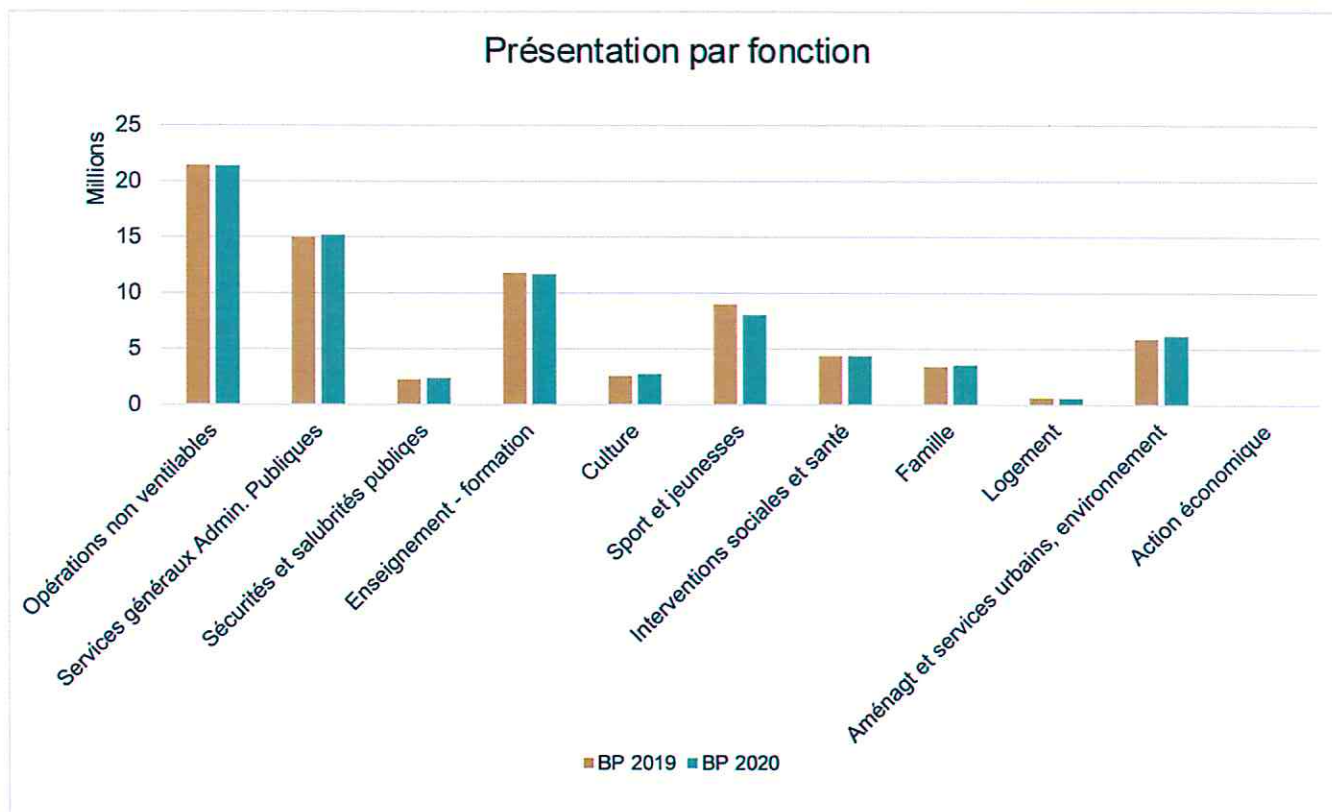
Les crédits budgétaires en fonctionnement s'équilibrent en dépenses et en recettes à hauteur de 76 092 261 euros.

La section de fonctionnement comprend les opérations réelles et les opérations d'ordre qui s'établissent comme suit :

- **l'autofinancement prévisionnel** en recettes à hauteur de **5 988 434 euros**,
- l'opération d'ordre relative à la dotation aux amortissements pour 1 600 000 euros.

1) Les dépenses de fonctionnement

La répartition des dépenses de fonctionnement (en M€) par périmètre d'action publique s'établit comme suit :



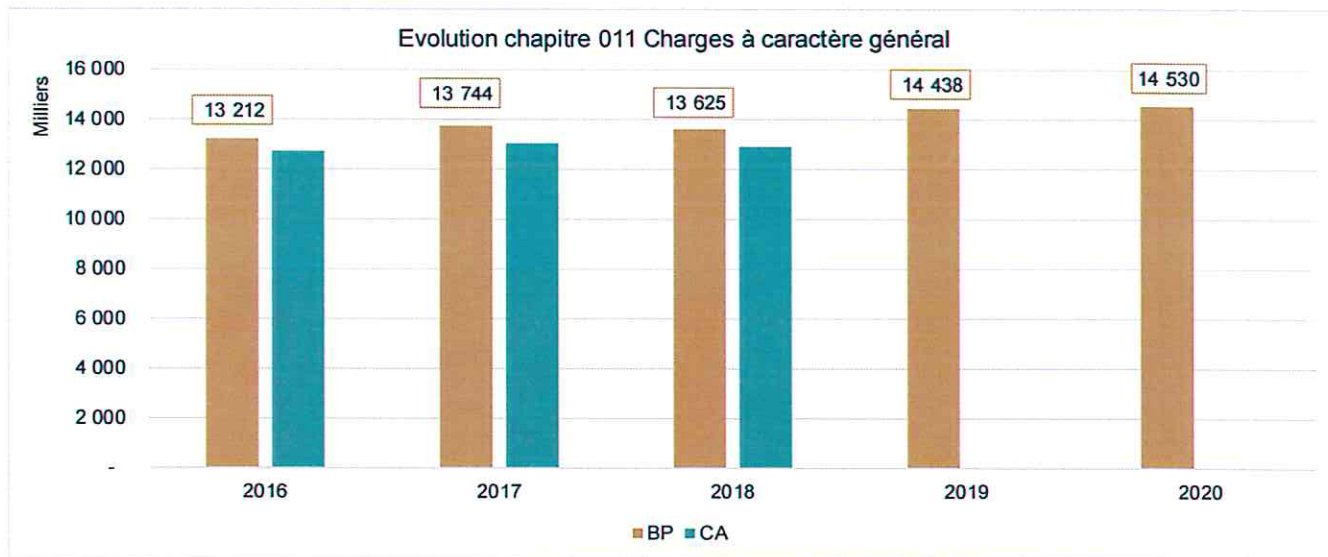
a) Les charges à caractère général (chapitre 011) : 14 529 586 €

Les charges à caractère général sont constituées des dépenses adossées au fonctionnement de l'ensemble des services de la Ville.

Les charges à caractère général pour le budget prévisionnel 2020 se répartissent comme ci-dessous :

Nature de dépenses	Achats de fournitures	Achats de prestations
Charges à caractère général	6 949 137	7 580 449

Elles sont quasiment stable avec une progression de 0,6% par rapport au BP 2019.



b) Les charges de personnel (chapitre 012) : 34 461 570 euros

Le ratio entre les dépenses de personnel et les dépenses de fonctionnement (DP/DRF) est toujours maîtrisé, et connaît à nouveau une baisse en 2020 (50,31% en 2020, pour 50,80 % en 2019 et 52,80 % en 2018). Cet effort constant d'équilibre des grands postes de dépenses atteste de la continuité des actions concrètes engagées pour maîtriser la masse salariale depuis le début de la mandature, tout en développant une politique de gestion des ressources humaines prospective et favorisant l'évolution des carrières et parcours professionnels.

La municipalité, dans ses orientations et projets structurants en matière de gestion des ressources humaines, a pu sur l'exercice écoulé contenir ses dépenses de personnel, et ce, en tenant compte notamment des quatre socles de dépenses suivants :

- La mise en œuvre de mesures nationales qui s'imposent à la collectivité sans compensation en matière statutaire (PPCR etc.), d'augmentation de cotisations et autres charges, mais aussi la volonté de mettre en œuvre des dispositifs formalisés en matière d'avancements, de promotion, de revalorisation salariale et de résorption de l'emploi précaire. Dans ce cadre, 80 advancements de grade, 23 stagiairisations d'agents contractuels ont été prononcés. La concertation avec les partenaires sociaux a permis en 2019 la mise en œuvre des modalités d'évolutions des taux d'attribution du CIA (part variable du régime indemnitaire), dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle dédiée, enveloppe revue à la hausse en 2019. La concertation avait au préalable permis en 2018 de réinterroger les dispositifs d'évaluation annuelle, et donc les critères d'appréciation de la valeur professionnelle et d'attribution de cette part variable du régime indemnitaire, dans la logique de valorisation des parcours. **C'était l'engagement pris en 2018 avec les organisations syndicales lors de la mise en place du RIFSEEP, et cet engagement a été respecté.** Grâce à ce travail et à celui des encadrants, le taux de retour des évaluations est cette année de 97%.

- Un plan de recrutement malgré tout soutenu, pour le bon fonctionnement et le dynamisme de l'activité pour les remplacements des postes vacants : 124 jurys de recrutement organisés, 314 candidats reçus en entretien, plus de 1600 candidatures sur postes ouverts traitées, 95 recrutements externes.

- Le glissement vieillesse technicité (GVT) contenu et neutralisé par l'effet noria (différentiel entre les rémunérations des entrées sorties entrées sorties du fait des évolutions de carrière) des dépenses liées aux mouvements de personnel. Ce GVT était de 2.3% en 2019. Ce même GVT, toujours contenu, est en prévision de 1.99% pour 2020, comprenant la mise en œuvre du PPCR dès Janvier (protocole sur les parcours carrières et rémunérations, mesure gouvernementale pluriannuelle).

- Enfin un dialogue social soutenu et constant. Ainsi sur la seule année 2019, se sont tenues 11 réunions des instances représentatives du personnel, CT et CHSCT. Ces réunions des instances ont été complétées de réunions régulières entre les organisations syndicales, la municipalité et son administration.

Ce dialogue constant a notamment permis une avance significative des actions destinées à développer les dispositifs de protection sociale visant à accompagner l'agent confronté à des absences pour raisons de santé. De par cette concertation active et permanente avec les organisations syndicales, l'année 2019 a permis de réinterroger les dispositifs de participation employeur à la prévoyance pour le maintien de salaire, d'étudier le devenir du contrat groupe du CIG petite couronne, prenant fin en décembre 2019 et d'anticiper cette transition en ouvrant la participation employeur à tous les agents ayant souscrit un contrat labellisé. **C'est donc une nouvelle étape franchie dans l'évolution que souhaite la municipalité en matière d'aide à la protection sociale.**

La collectivité a recruté activement durant l'exercice, en fonction des besoins réels et évolutifs des services, mais elle a également su interagir sur :

- La maîtrise des variables compressibles telles que les heures supplémentaires, par une optimisation de l'organisation des services et une meilleure gestion du temps de travail,
- Une réorganisation concertée de certains services, ayant permis une optimisation du service rendu à la population.

Elle a également accompli un travail accru sur le maintien dans l'emploi, les mobilités et le reclassement des agents inaptes à leur emploi pour raisons médicales, afin de prévenir et gérer les effets d'usure professionnelle en conciliant ces impératifs avec l'anticipation des besoins des services. Dans cette optique, 57 mobilités internes volontaires ont été effectives, pour 29 mobilités en 2018, et 42 agents en projet volontaire de mobilité ont été suivis par le service emploi de la direction des ressources humaines, et plus de 150 entretiens d'accompagnement individuels de mobilité ont été menés jusqu'en décembre 2019 par la direction des ressources humaines. En 2019, 22 agents sont en situation d'attente de reclassement pour motif médical et font donc l'objet d'un accompagnement spécifique renforcé (suivi individualisé, remise à niveau etc...). 10 agents en attente de reclassement ont d'ores et déjà pu bénéficier d'un changement d'affectation avec reconversion.

Ces dispositifs seront bien entendu reconduits et renforcés en 2020, tout en mettant en œuvre les dispositions issues de la loi de transformation de la fonction publique dont certaines sont applicables dès Janvier 2020.

Ainsi, la prévision sur le chapitre 012 est, à la date de rédaction du présent rapport, de **34 461 570 euros** (chiffre arrondi). Pour rappel le BP 2019 sur ce chapitre était de **34 798 057 euros**

Pour pondérer les effets mécaniques du GVT sur la masse salariale sans porter préjudice aux évolutions de carrières et de rémunération des agents de la collectivité, et présenter un budget primitif en baisse par rapport au BP de l'année antérieure, la Ville continuera également à travailler sur les orientations de développement des ressources humaines et financières portées par la municipalité :

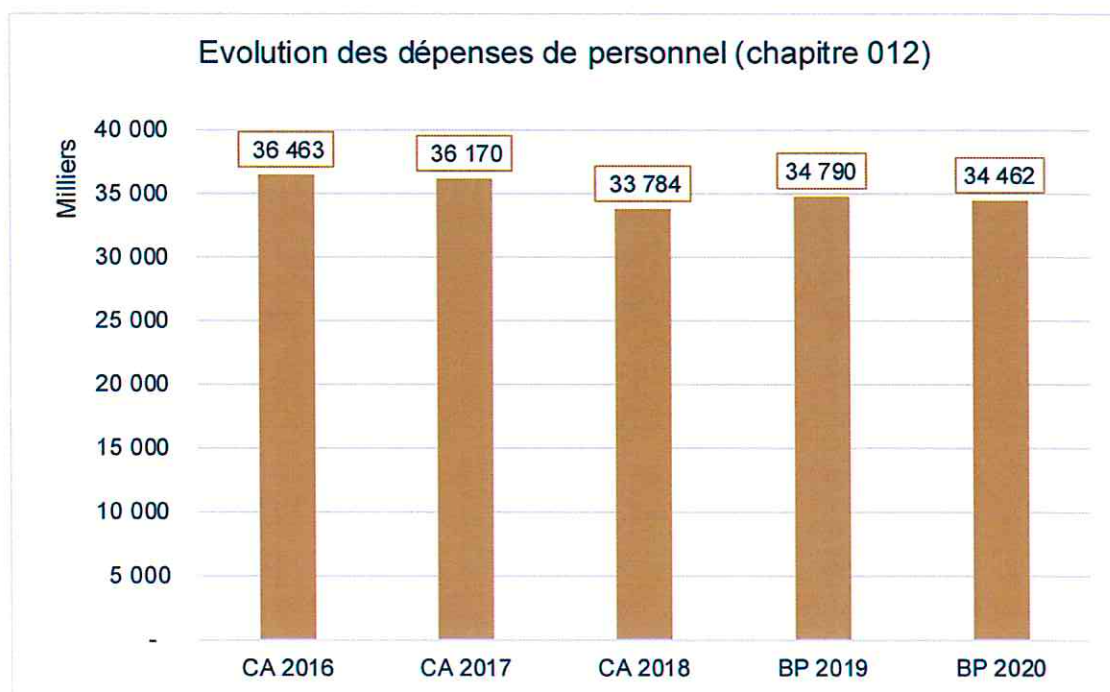
- La continuité d'études et de réorganisation des services, ces dispositifs impliquant étroitement l'ensemble des cadres de la collectivité, pour continuer à stabiliser et fidéliser les agents,

- La maîtrise en conséquence du plan de recrutement annuel, et la maîtrise de dynamisme du recrutement. Ce travail permanent se fait en concertation étroite avec les services de la ville.
- La maîtrise du temps de travail, heures supplémentaires, astreintes et remplacements (cette maîtrise durable impliquant une réorganisation du temps de travail de certains services, d'ores et déjà été engagée sur certains secteurs en 2018 et 2019).
- La continuité du travail engagé sur la maîtrise de l'absentéisme, engagé depuis janvier 2016. L'accord signé en janvier 2016 avec les partenaires sociaux a permis de mettre en place un plan d'action ciblé, dont le premier bilan détaillé a été présenté au CHCST en décembre 2019.
- La continuité de la concertation permanente avec les partenaires sociaux, ainsi que des efforts réalisés sur la mise en œuvre des revalorisations, plan de stagiairisations et politique d'avancements de grade et promotion, en tenant compte des évolutions attendues dans la cadre de la loi de transformation de la fonction publique.
- La mise en œuvre en 2020 du plan de formation pluriannuel 2020/2022, dont les orientations ont été présentées en comité technique en décembre 2019, parallèlement à la mise en place du compte personnel de formation (CPF) et de ses axes prioritaires, ayant fait l'objet d'une délibération en Décembre 2019 également. L'effort de formation décidé par la municipalité, bien au-delà de la cotisation obligatoire au CNFPT, permettra encore en 2020 la mise en œuvre d'un grand nombre d'actions de formations individuelles et collectives, et de remise à niveau. L'exécution de ce budget est de nouveau quasi-totale en 2019, ce qui justifie le besoin en formation et la nécessité de faire perdurer cette orientation forte.

Sur le chapitre 011, la prévision budgétaire 2020 est de **269 764 euros**. Pour rappel le BP 2019 était sur ce chapitre de **269 281 euros**, c'est-à-dire quasi identique.

Enfin sur le chapitre 65, la prévision budgétaire 2020 est de **520 609 euros** (pour rappel la prévision 2019 était de **522 566 euros**). Cette très légère baisse est liée aux écarts de bases de cotisations URSSAF et aux variations de cotisations rétroactives à la CAREL pour un ou des élus y ayant souscrit (pour rappel fond de retraite complémentaire non obligatoire et donc difficile à projeter).

Cette exécution budgétaire et la préparation de l'exercice à venir ont donc été établies dans la continuité de la politique de gestion des ressources humaines municipale, à la fois rigoureuse et ambitieuse, visant notamment à garantir l'attractivité de ses emplois dans un contexte national et local de concurrence entre les collectivités, notamment par l'accompagnement des parcours professionnels, le développement des compétences, la valorisation des expertises individuelles et collectives et de la qualité de vie au travail, en permettant également aux encadrants de tous niveaux d'être accompagnés quotidiennement dans leurs fonctions.



c) Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) : 17 201 56

Ce chapitre est constitué de différentes lignes budgétaires adossées notamment aux subventions allouées aux associations, au C.C.A.S. au Théâtre des Bergeries, aux indemnités et aux frais de formation des élus et une provision pour les créances irrécouvrables.

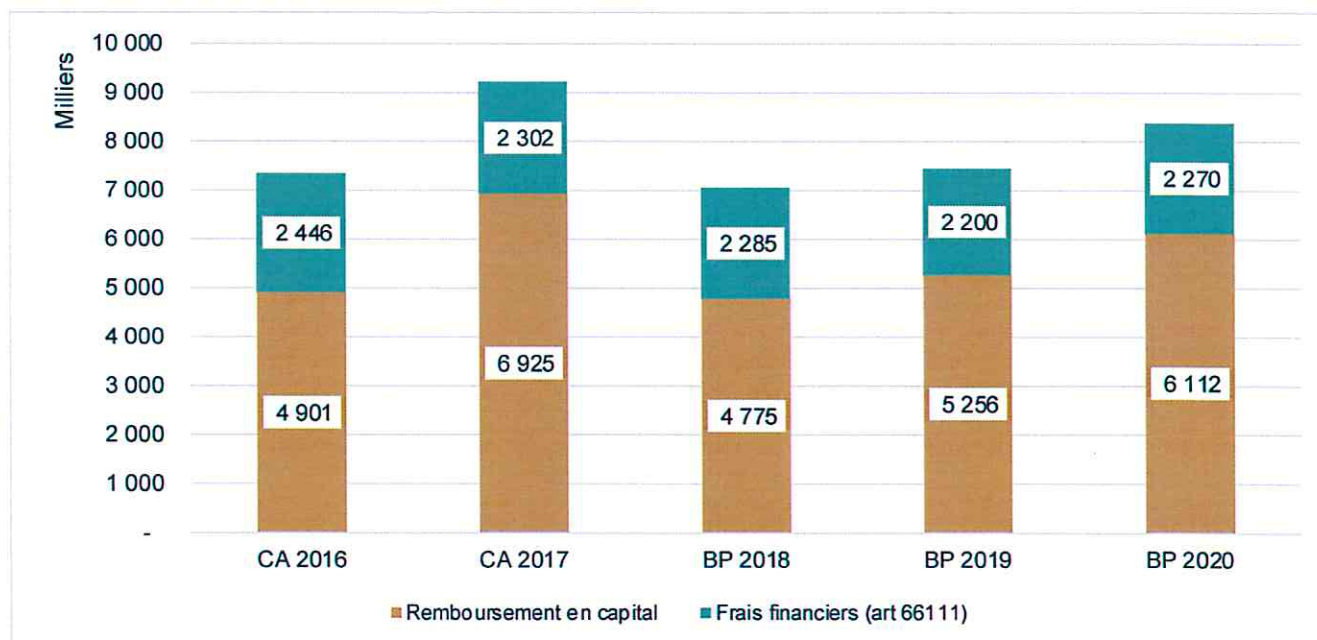
Par ailleurs, ce poste intègre également la part fiscalité du F.C.C.T. reversée à l'E.P.T. "Est Ensemble" ainsi que la deuxième fraction du F.C.C.T. (contenant notamment depuis le 01 janvier 2018 le transfert de la médiathèque "Roger Gouhier" et de la ludothèque du Londeau).

L'évolution de ce poste provient principalement de la hausse du FCCT (+ 111 K€) et de l'augmentation de l'enveloppe des subventions versées (+ 74 K€). Cette progression s'explique par le basculement de l'enveloppe "projet des écoles" du chapitre 011 au chapitre 65 (25 K€) ainsi que par la hausse de la subvention au centre social du Londeau (+57 K€).

d) Les charges financières (chapitre 66) : 2 196 533 euros

L'ensemble des états relatifs à la dette au 1^{er} janvier 2020 sont joints en annexe du budget. Au 1^{er} janvier 2020 l'encours de la Ville s'établit à hauteur de 78,5 M€. Les frais financiers, quant à eux, sont évalués à 2,3 M€. L'endettement de la Ville reste maîtrisé et sa gestion optimisée.

Structure de notre dette:

**e) Les charges exceptionnelles (chapitre 67) : 94 575 euros**

Nous retrouvons dans cette rubrique principalement les bourses et prix. L'évolution de ce chapitre (+39%) s'explique principalement par les indemnités à payer dans le cadre d'Autolib (25 K€).

2) Les recettes de fonctionnement

Les recettes réelles s'élèvent à hauteur de 76 092 261 euros,

a) Produits des services et du domaine (chapitre 70) : 3 924 667 euros

Dans ce chapitre, se cumulent l'ensemble des recettes liées aux activités faisant l'objet d'une facturation auprès des usagers du service.

On retrouve sur ce compte les produits issus principalement :

- des redevances et droits relatifs aux services à caractère social : 1 824 000 euros (BP 2019 : 1 812 015 euros)
- des redevances liées aux services périscolaires et de l'enseignement : 1 436 000 euros (BP 2019 : 1 350 000 euros)
- des recettes du secteur sportif : 35 000 euros (BP 2019 : 35 000 euros)
- des produits à caractère culturel : 3 640 euros (BP 2019 : 640 euros)
- des recettes relatives au secteur des loisirs : 44 200 euros (BP 2019 : 43 000 euros)

b) Les impôts et taxes (chapitre 73) : 48 732 753 euros**1) La fiscalité directe : 30 935 000 euros**

Conformément à nos engagements et, ce, depuis l'année 2011, aucune pression fiscale ne sera opérée.

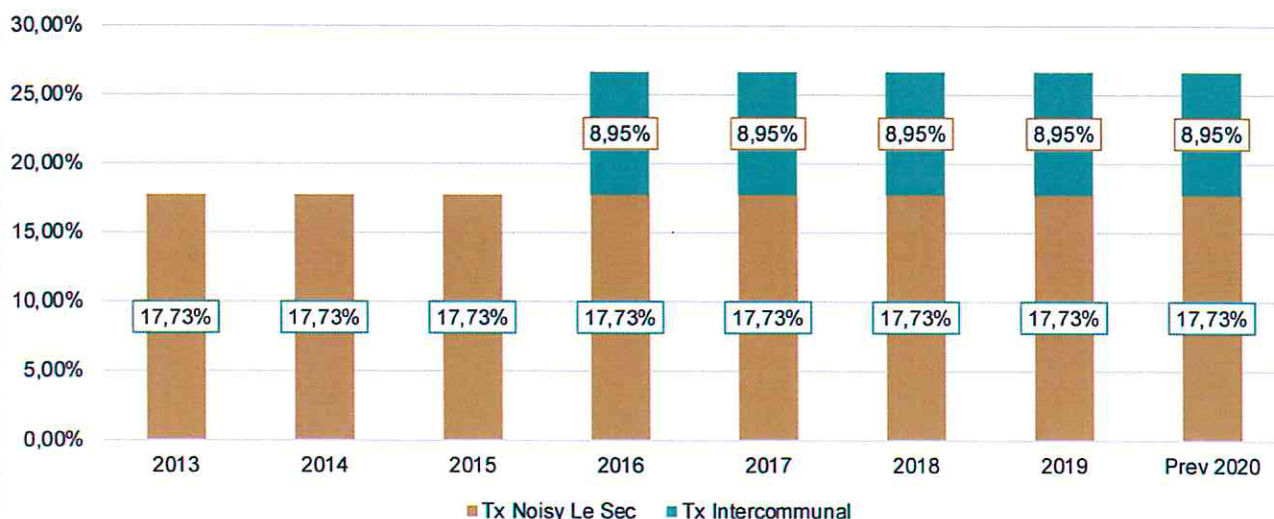
Aussi, les taux appliqués s'établiront comme suit :

- Taxe d'habitation : 26,68 %
- Taxe foncière (bâti) : 28,64 %
- Taxe foncière (non bâti) : 27,24 %

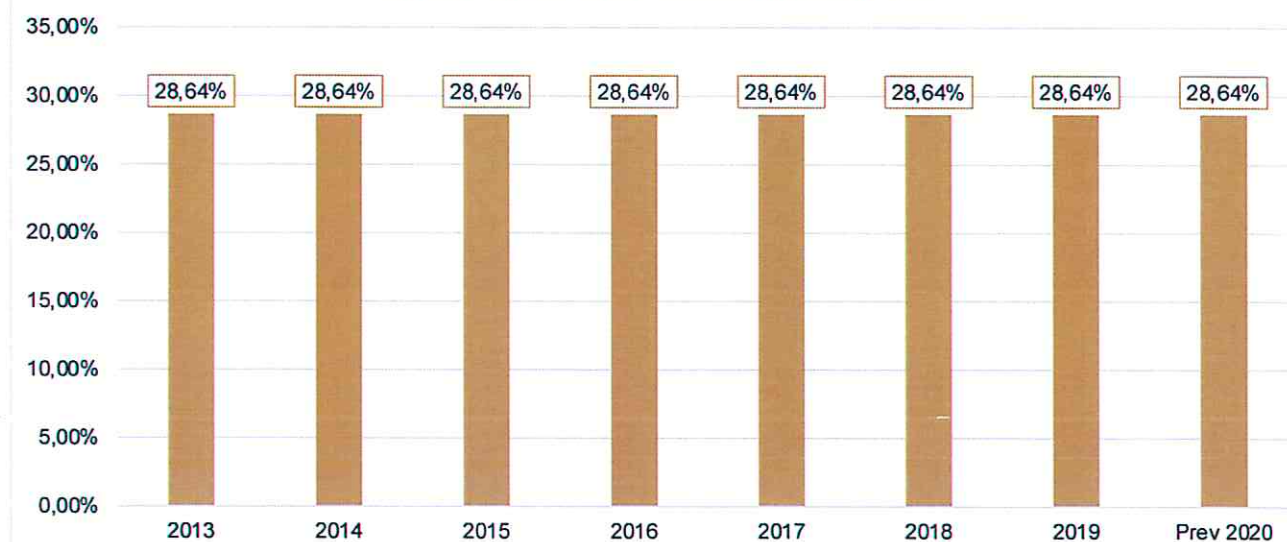
Il est précisé que les taux reflètent le cumul des taux communaux et intercommunaux, à savoir :

	Noisy-le-Sec	Est Ensemble
Taxe d'habitation	17,73 %	8,95 %
Taxe foncière sur le bâti	28,64 %	-
Taxe foncière non bâti	25,01 %	2,23 %

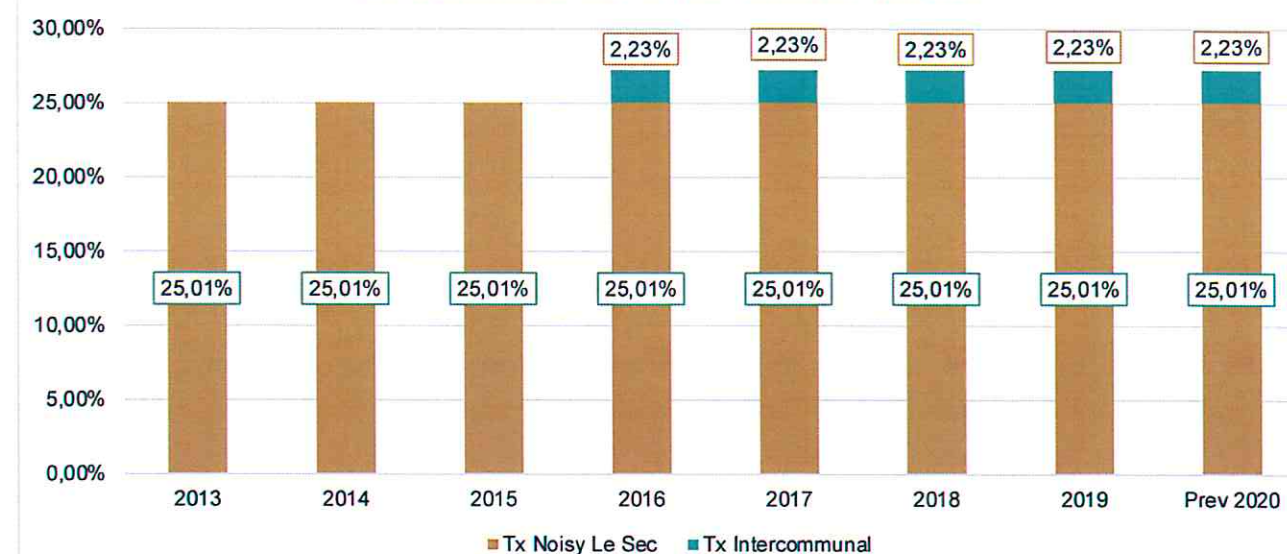
Evolution du taux de taxe d'habitation



Evolution du taux de taxe foncière bâti



Evolution du taux de taxe foncière non bâti



Considérant la date de vote du budget qui se trouve être antérieure à la transmission des bases prévisionnelles (état 1259), l'hypothèse retenue a été une augmentation des bases fiscales à hauteur de + 1,2 % pour la taxe d'habitation et 1,4% pour la taxe sur le foncier bâti. La hausse forfaitaire des bases fiscales s'établit en 2020 à 0,9% pour la taxe d'habitation et 1,2% pour la taxe foncière.

2) Les dotations et taxes : 17 797 753 euros

Afin de parfaire aux règles prudentielles en terme de prévisions budgétaires, les dotations ont fait l'objet d'une inscription en lien avec la LFI 2020.

Les principaux postes s'établissent comme suit :

- l'attribution de compensation : 10 387 753 euros
- le Fonds de Solidarité d'Ile de France : 5 000 000 euros
- le Fonds de Péréquation Intercommunal des Communes : 1 040 000 euros

Les autres taxes concernent principalement :

- la taxe additionnelle aux droits de mutation : 750 000 euros
- la taxe sur l'électricité : 530 000 euros
- la taxe sur les emplacements publicitaires : 90 000 euros

c) Les dotations et participations (chapitre 74) : 22 584 608 euros

La dotation de compensation aux groupements qui fait l'objet d'un reversement à l'E.P.T. "Est Ensemble" est à nouveau prise en compte dans le budget pour un montant de 4 216 760 €.

Les principaux postes budgétaires s'établissent de la façon suivante :

- La Dotation Globale de Fonctionnement : 4 950 000 euros
- La Dotation de Solidarité Urbaine : 7 220 990 euros
- La Dotation Nationale de Péréquation : 900 000 euros
- La Dotation Générale de Décentralisation: 208 000 euros
- Les subventions de l'Etat et la Caisse d'Allocations Familiales : 2 843 758 euros
- Les subventions de Conseil Régional d' Ile de France : 49 000 euros
- Les subventions du Conseil Départemental : 461 300 euros
- La dotation de recensement: 7 800 euros
- Les compensations fiscales de l'Etat : 1 420 000 euros

Ces compensations sont versées aux collectivités pour compenser les exonérations accordées par l'Etat aux contribuables en termes de taxe d'habitation (1 100 000 €) et de taxe foncière (320 000).

d) Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) : 387 233 euros

Ce poste contient deux lignes budgétaires :

- les revenus des immeubles du patrimoine communal pour 337 233 euros
- La concession de services liée au marché de la place des Découvertes : 50 000 euros

e) Les produits exceptionnels : 56 000 euros

Ce chapitre est en forte baisse par rapport à 2019 (56 K€ contre 595 K€). En effet, le BP 2019 intégrait une participation financière exceptionnelle de la RATP pour un montant de 550 K€ liée au réenfouissement des terres au stade Huvier.

III - VOLET INVESTISSEMENT

Les crédits budgétaires adossés aux investissements s'équilibrent en dépenses et en recettes à hauteur de 18 349 239 euros.

La section d'investissement comprend également les opérations réelles et les opérations d'ordre qui s'établissent comme suit :

- **l'autofinancement** prévisionnel en recettes à hauteur de **5 988 434 euros**,
- les opérations d'ordre entre section : la contrepartie des prévisions prévues en dépenses de fonctionnement : 1 600 000 euros

1) Les recettes d'investissement

Elles s'élèvent à hauteur de 18 349 239 euros.

Les recettes réelles d'investissement prévues s'établissent à 10 760 805 euros.

La répartition est la suivante :

a) Les dotations et les fonds propres (chapitre 10) : 2 900 000 euros

La somme de 1 800 000 euros au titre du Fonds de Compensation de la T.V.A. et 1 100 000 euros concernant la taxe d'aménagement,

b) Les subventions (chapitre 13) : 1 337 965 euros

Les subventions d'investissements se répartissent comme suit:

- La somme de 470 870 euros concerne la dotation politique de la ville (DPV) relative à la Micro-Folie (intérieurs et extérieurs), aux travaux coeur de ville et aux maquettes numériques.
- Un montant de 655 000 euros de la MGP relatif aux travaux de réenfouissement des carrières du stade Huvier
- 51 000 euros pour les participations voiries et réseaux
- 50 687 euros dans le cadre du NPNRU
- Un montant de 45 833 euros de remboursement du Département dans le cadre de l'étude Pôle gare
- 28 007 euros pour le changement de la chaudière de l'école Bayard
- Un montant de 19 800 euros de la Fédération Française de Football pour le Mille Club
- Un montant de 44 775 euros de la CAF pour l'antenne jeunesse Boissière.

c) Les opérations pour compte d'autrui (chapitre 45) : 100 000 euros

Ce montant est neutre budgétairement. Une prévision est inscrite en dépenses d'investissement,

d) L'emprunt (chapitre 16) : 6 402 840 euros

Cet emprunt sera bien évidemment, comme les années antérieures, décaissé en fonction de notre besoin de trésorerie,

2) Les dépenses d'investissement

Le budget dédié à l'investissement de la ville se répartit entre les dépenses inscrites au titre des autorisations de programme et les dépenses prévues individuellement.

Ces dépenses s'établissent à hauteur de 18 349 239 euros et leur répartition est la suivante :

a) Les remboursements d'emprunt (chapitre 16) : 6 112 000 euros.

b) Les dépenses relatives aux immobilisations incorporelles (chapitre 20) : 344 805 euros

Il s'agit des acquisitions de logiciels et licences pour 93 000 euros ainsi que des frais d'études pour 251 805 euros répartis comme ci-dessous :

- Etude pôle gare pour 46 643 euros,
- Maîtrise d'ouvrage Coeur de ville pour 42 162 euros,
- Maîtrise d'ouvrage qualité de l'air bâtiments scolaires pour 25 000 euros,
- Frais d'étude – 233/235 avenue de Rosny pour 20 000 euros
- MOE Huvier pour 88 000 euros
- Diagnostic phytosanitaire à Huvier et mise en place d'un plan de gestion du patrimoine arboré pour 15 000 euros
- Prestations de géomètres pour 10 000 euros

d) Les dépenses liées aux immobilisations corporelles (chapitre 21) : 5 939 873 euros

La répartition des principaux postes budgétaires s'établit comme suit :

- 800 000 euros – réfections de rues,
- 495 250 euros – travaux bâtiments divers,
- 490 000 euros – droit de préemption, acquisition,
- 450 000 euros – opérations de maintenance, installation de Voirie,
- 443 000 euros – travaux bâtiments scolaires,
- 430 000 euros – rénovation de l'ancienne PMI de l'Union,
- 341 000 euros – réaménagement de la salle de musculation du Londeau,
- 280 000 euros – entretien de l'éclairage public,
- 238 920 euros – services achats,
- 207 000 euros – matériels informatiques,
- 205 000 euros – redevance annuelle contrat de chauffage,
- 140 000 euros – rénovation des projecteurs stade Allende,
- 115 000 euros – Caméras vidéo surveillance,
- 100 000 euros – achat de véhicules,
- 100 000 euros – réfection cours d'écoles,
- 69 300 euros – plantation arbres et arbustes,
- 51 000 euros – participations voiries et réseaux,
- 50 000 euros – cimetières

e) Les dépenses relatives aux immobilisations en cours et autorisées (chapitre 23) : 5 064 700 euros

Les principaux investissements au chapitre 23 sont les suivants:

- 1 350 000 euros - comblement carrières Huvier,
- 1 242 000 euros - travaux cœur de ville,
- 30 000 euros – travaux vidéoprotection

Au titre des autorisations de programmes, la priorité est donnée au milieu scolaire et à l'évolution de nos quartiers.

Les crédits de paiements s'établiront comme suit :

- L'ANRU du quartier du Londeau ; 91 000 euros,
- Le Groupe scolaire Jean Renoir : 165 000 euros
- Restructuration du groupe scolaire Langevin: 1 685 200 euros.
- Agenda d'accessibilité programmée : 500 000 euros

f) Les autres immobilisations financières (chapitre 27) : 617 861 euros

La répartition des principaux postes budgétaires s'établit comme suit :

- 585 086 euros : participation ZAC de l'Ourcq
- 22 755 euros : réhabilitation 49 rue de Merlan
- 5 000 euros: provision consignation contentieux
- 5 000 euros : provision dépôts et consignations sur les revenus d'immeubles

g) Les opérations pour compte d'autrui (chapitre 45) : 100 000 euros

Ce montant est neutre budgétairement. Une prévision est inscrite en recettes d'investissement.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu les articles L. 2312-1, L. 2312-2, et L. 2312-3 du code général des collectivités territoriales, concernant les modalités du vote du Budget primitif dans les communes,

Vu l'ordonnance du 26 août 2006 et le décret du 27 décembre 2005, portant modification à compter de l'exercice 2006, de l'instruction budgétaire et comptable M.14,

Vu le projet de Budget Primitif 2020,

Considérant l'équilibre des sections de fonctionnement et d'investissement,

Considérant la présentation du rapport d'orientations budgétaires le 12 décembre 2019,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Se prononçant par chapitre,

La commission des Finances consultée,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Décide d'adopter l'ensemble des chapitres du budget.

Et approuve le Budget Primitif 2020 de la Ville dans les conditions d'équilibre en mouvements budgétaires à **94 441 500 euros** se décomposant comme suit :

Sections	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	76 092 261 €	18 349 239 €
Recettes	76 092 261 €	18 349 239 €

La présentation par chapitre s'établit comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé	BP 2020
011	Charges à caractère général	14 529 586 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	34 461 570 €
65	Autres charges de gestion courante	17 201 563 €
66	Charges financières	2 196 533 €
67	Charges exceptionnelles	94 575 €
68	Dotations aux provisions (semi-budgétaires)	20 000 €
Total des dépenses réelles de fonctionnement		68 503 827 €
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>	5 988 434 €
042	<i>Opérations d'ordre de transfert entre section</i>	1 600 000 €

Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	7 588 434 €
TOTAL	76 092 261 €

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

**CONTRE : 11 GROUPE « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE »,
 GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS, CORINNE BORD
 POUR : 31 MAJORITÉ MUNICIPALE**

Recettes

Chapitre	Libellé	BP 2020
013	Atténuation de charges	400 000 €
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	3 924 667 €
73	Impôts et taxes	48 732 753 €
74	Dotations et participations	22 584 608 €
75	Autres produits de gestion courante	387 233 €
76	Produits financiers	7 000 €
77	Produits exceptionnels	56 000 €
Total des recettes réelles de fonctionnement		76 092 261 €
TOTAL		76 092 261 €

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

**CONTRE : 11 GROUPE « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE »,
 GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS, CORINNE BORD
 POUR : 31 MAJORITÉ MUNICIPALE**

SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé	BP 2020
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	344 805 €
204	Subventions d'équipement versées	160 000 €
21	Immobilisations corporelles	5 939 873 €
23	Immobilisations en cours	2 623 500 €
	Total des opérations d'équipements (CP)	2 441 200 €
Total des dépenses d'équipements		11 509 378 €

16	Emprunts et dettes assimilées (dont165)	6 122 000 €
27	Autres immobilisations financières	617 861 €
45..1	Opérations pour compte de tiers	100 000 €
Total des dépenses réelles d'investissement		18 349 239 €
TOTAL		18 349 239 €

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

CONTRE : 11 GROUPE « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE »,
 GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS, CORINNE BORD
POUR : 31 MAJORITÉ MUNICIPALE

Recettes

Chapitre	Libellé	BP 2020
13	Subventions d'investissement	1 337 965 €
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	6 402 840 €
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	2 900 000 €
165	Dépôt et cautionnement reçus	10 000 €
27	Autres immobilisations financières	10 000 €
45..2	Total opérations .pour compte de tiers	100 000 €
Total des recettes réelles d'investissement		10 760 805 €
021	Virement de la section de fonctionnement	5 988 434 €
040	Opérations.d'ordre entre sections : Amortissements	1 600 000 €
Total des recettes d'ordre d'investissement		7 588 434 €
TOTAL		18 349 239 €

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

CONTRE : 11 GROUPE « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE »,
 GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS, CORINNE BORD
POUR : 31 MAJORITÉ MUNICIPALE

Article 2 :

Approuve les subventions aux associations (dont la liste est présentée en annexe du budget), ainsi que l'ensemble des annexes budgétaires.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITÉ


Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérécoeurs citoyens accessible par le site internet www.telerecoeurs.fr.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

**CONTRE : 11 GROUPE « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE »,
 GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS, CORINNE BORD
POUR : 31 MAJORITÉ MUNICIPALE**

La délibération est adoptée


Le Maire
(DAJA)
Laurent Rivoire